

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/14863]

**19 JUILLET 2019. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française  
fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège,

Vu les articles 136, 138, 166 et 178 de la Constitution, coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés ainsi que par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment ses articles 60, alinéa 2, 74 et 75 ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 18 juin 1990 organisant la tutelle sur la Commission communautaire française;

Vu le décret (I) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Vu le décret (II) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 portant création d'une société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, abrogé partiellement par le décret du 3 avril 2014;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3 tel qu'il a été modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité pour le Collège d'assurer son fonctionnement sans délai,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "loi spéciale" : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions et par la loi spéciale du 16 janvier 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés ;

2° "décret" le décret du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

**Art. 2.** Mme Barbara Trachte, Ministre-Présidente du Collège, chargée de la promotion de la santé, des Familles, du Budget et de la Fonction publique est compétente pour :

- le secrétariat et la Chancellerie;
- la coordination de la politique du Collège; la saisine du Comité de concertation "Gouvernement fédéral Gouvernement des communautés et des régions";
- les relations avec la Communauté française et la Région wallonne;
- la promotion de la santé; la politique des familles; la fonction publique; le budget.

**Art. 3.** M. Rudi Vervoort, Ministre chargé de la politique de l'Enseignement, des Crèches, de la Culture, des Personnes handicapées, du Tourisme et du Transport scolaire

- l'enseignement dans les limites des articles 60 à 62 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, en ce compris la formation préscolaire dans les préguardiennats, la formation postscolaire et parascolaire, la formation artistique et la formation intellectuelle, morale et spéciale prévues à l'article 4, 110, 120, 130 et 140, de la loi spéciale;

- l'enseignement provincial tel que visé aux articles 79bis et 80bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989, ainsi que l'exécution du décret (I) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française, du décret (II) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 portant création d'une société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, en ce compris le Complexe sportif et la Haute Ecole Lucia de Brouckère ;

- les infrastructures de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services d'accueil spécialisés; la politique d'aide aux personnes handicapées, telle que prévue à l'article 5, 5 1<sup>er</sup>, II, 40, de la loi spéciale, en ce compris le service à gestion séparée, et les infrastructures y relatives;

- le transport scolaire tel que prévu à l'article 3, 50, du décret du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

- la politique culturelle, telle que définie à l'article 4 de la loi spéciale, à l'exception des 90 à 170 et dans les limites fixées aux articles 60 à 62, de la loi spéciale du 12 janvier 1989; la politique culturelle telle que visée à l'article 83quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989;

les politiques liées au tourisme en application des articles 4bis et 6sexies de la loi spéciale du 8 août 1980 relative aux réformes institutionnelles.

**Art. 4.** M. Bernard Clerfayt, Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et des Relations internationales est compétent pour :

- la formation professionnelle et permanente des classes moyennes, en ce compris la tutelle sur les établissements concernés ; la reconversion et le recyclage professionnels, tels que prévus à l'article 4, 160, de la loi spéciale, en ce compris la tutelle sur les établissements concernés; les systèmes de formation en alternance visés à l'article 4, 170, de la loi spéciale, à l'exception de l'enseignement en alternance ; les relations internationales.

**Art. 5.** M. Alain Maron, Ministre, membre du Collège chargé de l'action sociale et de la santé est compétent pour :

- la politique de la santé, telle que prévue à l'article 5, 5 1er, I, de la loi spéciale et à l'article 3, 60 du décret à l'exception de la promotion de santé l'action sociale, en ce compris les infrastructures sociales qui y sont liées, à l'exception de la politique d'aide aux personnes handicapées prévue à l'article 5, 5 1er, II, 40, de la loi spéciale et à l'exception des infrastructures visées au troisième tiret de l'article 3; les Bureaux d' Accueil pour Primo-arrivants.

**Art. 6.** Mme Nawal Ben Hamou, Ministre, membre du Collège, chargée de la Cohésion sociale et des Infrastructures sportives est compétente pour •

- la cohésion sociale, telle que visée à l'article 5, 5 1er, II, 30, de la loi spéciale et dans les limites fixées par le décret à l'article 3, 70, et les infrastructures y relatives à l'exception : o des Bureaux d'accueil pour primo-arrivants.

o les infrastructures sportives telles que visées à l'article 3, 10 du décret;

**Art. 7.** Le secrétariat du Collège est assuré par le directeur de Cabinet adjoint de la MinistrePrésidente du Collège de la Commission communautaire française.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège de la Commission communautaire française est abrogé.

**Art. 8.** Les membres du Collège sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 18 juillet 2019.

Bruxelles, le 19 juillet 2019.

La Ministre-Présidente du Collège, chargée de la Promotion de la santé, des Familles,  
du Budget et de la Fonction publique,

B. TRACHTE

Le Ministre chargé de la politique de l'Enseignement, des Crèches, de la Culture,  
des Personnes handicapées, du Tourisme et du Transport scolaire,

R. VERVOORT

Le Ministre chargé de la Formation professionnelle et des Relations internationales,

B. CLERFAYT

Le Ministre chargé de l'action sociale et de la santé,

A. MARON

La Ministre chargée de la Cohésion sociale et du Sport,

N. BEN HAMOU

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/14863]

**19 JULI 2019. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie  
dat de bevoegdheidsverdeling tussen de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie regelt**

Het College,

Gelet op de artikelen 136, 138, 166 en 178 van de Grondwet, gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen en bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter voltooiing van de federale Staatsstructuur, inzonderheid de artikelen 60, lid 2, 74 en 75 en gewijzigd door de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1990 houdende regeling van het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (I) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 houdende oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, gedeeltelijk opgeheven door het decreet van 3 april 2014;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 3 april 2014 met betrekking tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening werd overgedragen aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3 zoals gewijzigd door de gewone wet van 9 augustus 1980 betreffende de hervorming van de instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voor het College, ten spoedigste toe te zien op de werking,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "bijzondere wet": de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen, door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en gewesten, door de bijzondere wet van 16 januari 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur en door de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

2° "decreet": het decreet van 4 april 2014 betreffende de bevoegdheden van Franse Gemeenschap die overgeheveld zijn naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 2.** Mevr. Barbara Trachte, Minister-Voorzitter van het College, belast met de Promotie van de Gezondheid, het Gezin, de Begroting en het Openbaar Ambt is bevoegd voor:

- het secretariaat en de Kanselarij;
- de coördinatie van het beleid van het College;
- het aanbrengen van zaken voor het Overlegcomité "Federale regering - Regering van de gemeenschappen en de gewesten";
- de betrekkingen met de Franse Gemeenschap en met het Waalse gewest;
- de promotie van de gezondheid;
- het gezinsbeleid;
- het openbaar ambt;
- de begroting.

**Art. 3.** De heer Rudi Vervoort, Minister, Collegelid, belast met het beleid inzake Onderwijs, Crèches, Cultuur, Personen met een Handicap, Toerisme en Schoolvervoer is bevoegd voor:

- het onderwijs binnen de beperkingen van artikel 60 tot 62 van de bijzondere wet van 12 januari 1989, met inbegrip van de voorschoolse vorming in kinderdagverblijven, de naschoolse en bijschoolse vorming, de artistieke vorming en de intellectuele, morele en bijzondere vorming zoals voorzien in artikel 4, 11°, 12°, 13° en 14° van de bijzondere wet;

- het provinciaal onderwijs zoals bedoeld in artikelen 79bis en 80bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989, net als voor de uitvoering van het decreet (I) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar de Franse Gemeenschapscommissie en het decreet (II) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 houdende oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs, met inbegrip van het Sportcomplex en de Hogeschool Lucia de Brouckère;

- de infrastructuren voor crèches, oudercrèches, peutersuizen, gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen en gespecialiseerde opvangdiensten;

- het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap, zoals voorzien in artikel 5, § 1, II, 4° van de bijzondere wet, met inbegrip van de dienst met gescheiden beheer, en de betrokken infrastructuren;

- het schoolvervoer, zoals voorzien in Artikel 3, 5° van het decreet van 4 april 2014 met betrekking tot de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap die werden overgeheveld naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

- het cultuurbeleid, zoals voorzien in Artikel 4 van de bijzondere wet, uitgezonderd de 9° tot 17° en binnen de beperkingen voorzien in de artikelen 60 tot 62 van de bijzondere wet van 12 januari 1989;

- het cultuurbeleid, zoals bedoeld in Artikel 83quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989;

- het beleid met betrekking tot toerisme in toepassing van de artikelen 4bis en 6sexies van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de hervorming van de instellingen.

**Art. 4.** De heer Bernard Clerfayt, Minister, Collegelid, belast met Beroepsopleiding en Internationale Betrekkingen is bevoegd voor:

- de beroepsopleiding en het voortgezet onderwijs van de Middenstand, met inbegrip van het toezicht op de betrokken instellingen;

- de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 4, 16° van de bijzondere wet, met inbegrip van het toezicht op de betrokken instellingen;

- de stelsels inzake alternerende opleiding bedoeld in artikel 4, 17° van de bijzondere wet, met uitsluiting van het alternerend onderwijs;

- de internationale betrekkingen.

**Art. 5.** De heer Alain Maron, Minister, Collegelid, belast met Maatschappelijk Welzijn en Gezondheid is bevoegd voor:

- het gezondheidsbeleid, zoals bedoeld in Artikel 5, § 1, I van de bijzondere wet en in Artikel 3, 6° van het decreet, met uitzondering van de Promotie van de Gezondheid;
- het maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de daarmee verband houdende sociale infrastructuur, met uitzondering van het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap voorzien in artikel 5, § 1, II, 4° van de bijzondere wet en met uitzondering van de infrastructuur bedoeld in het tweede streepje van artikel 3;
- de Onthaalbureaus voor Nieuwkomers.

**Art. 6.** Mevr. Nawal Ben Hamou, Minister, Collegelid, belast met Sociale Samenhang en Sportinfrastructuur is bevoegd voor:

- de sociale samenhang, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, II, 3° van de bijzondere wet en dat binnen de beperkingen opgelegd door het decreet in artikel 3, 7° en voor de daarmee verband houdende infrastructuur, met uitzondering van:
  - o de Onthaalbureaus voor Nieuwkomers;
- de sportinfrastructuur, zoals bedoeld in Artikel 3, 1° van het decreet.

**Art. 7.** Het secretariaat van het College wordt verzekerd door de Kabinetschef of adjunct-Kabinetschef van de Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 8.** Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2014 dat de bevoegdheidsverdeling tussen de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie regelt, wordt opgeheven.

**Art. 9.** De leden van het College zijn, elk voor wat hen betreft, belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

**Art. 10.** Onderhavig besluit treedt in werking op 18 juli 2019.

Brussel, 19 juli 2019.

De Minister-Voorzitter van het College, belast met de Promotie van de Gezondheid,  
het Gezin, de Begroting en het Openbaar Ambt,  
B. TRACHTE

De Minister belast met het beleid inzake Onderwijs, Crèches, Cultuur, Personen met een Handicap,  
Toerisme en Schoolvervoer,  
R. VERVOORT

De Minister belast met Beroepsopleiding en Internationale Betrekkingen,  
B. CLERFAYT

De Minister belast met Maatschappelijk Welzijn en Gezondheid,  
A. MARON

De Minister belast met Sociale Samenhang en Sport,  
N. BEN HAMOU

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### COUR CONSTITUTIONNELLE

[2019/204800]

#### Extrait de l'arrêt n° 55/2019 du 8 mai 2019

Numéro du rôle : 6738

*En cause* : les questions préjudicielles relatives à l'article 1675/19, § 3, du Code judiciaire, posées par la Cour du travail de Mons.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, R. Leysen et M. Pâques, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des questions préjudicielles et procédure*

Par arrêt du 3 octobre 2017 en cause de Séverine Vandekerckove, médiatrice de dettes, en présence de A.P. et de divers créanciers, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 9 octobre 2017, la Cour du travail de Mons a posé les questions préjudicielles suivantes :

« 1. L'article 1675/19, § 3, du Code judiciaire, selon lequel la décision par laquelle le juge, sur requête du médiateur de dettes, délivre un titre exécutoire pour la provision qu'il détermine ou pour le montant des honoraires, émoluments et frais qu'il fixe, n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel, ne crée pas une discrimination, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, le cas échéant lus en combinaison avec l'article 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution, entre, d'une part, le médiateur de dettes qui, conformément à l'enseignement de l'arrêt n° 85/2010 rendu le 8 juillet 2010 par la Cour constitutionnelle, est admis à interjeter un appel contre une décision combinée qui impose un plan de règlement judiciaire et qui statue sur la demande de taxation des honoraires, émoluments et frais du médiateur de dettes, d'autre part, le médiateur de dettes qui ne serait pas admis à interjeter un appel contre une décision portant exclusivement sur la question de la taxation des honoraires, émoluments et frais ?